

Doc. 11404

2 octobre 2007

**Allégations d'utilisation abusive du système judiciaire répressif, motivée par des considérations politiques,
dans les Etats membres du Conseil de l'Europe**

Proposition de résolution

présentée par M^{me} BEMELMANS-VIDEC et plusieurs de ses collègues

La présente proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

1. Eu égard aux normes européennes relatives aux droits de l'homme, et notamment à la Convention européenne des Droits de l'Homme, l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'impartialité des tribunaux sont essentielles à la protection efficace de l'ensemble des autres droits fondamentaux.
2. La coopération judiciaire entre les Etats membres du Conseil de l'Europe, y compris, notamment, en matière d'extradition et de preuve, telle que la prévoient les conventions pertinentes du Conseil de l'Europe, exige une grande confiance mutuelle. L'efficacité de cette coopération suppose l'existence d'un niveau comparable de garanties légales d'indépendance et de professionnalisme dans l'ensemble des pays concernés.
3. Les conventions pertinentes du Conseil de l'Europe remontent à une époque où l'uniformité des systèmes politiques et judiciaires des Etats membres était beaucoup plus marquée. Leur mise à jour peut s'imposer, en vue de garantir leur efficacité dans les circonstances actuelles.
4. La protection des libertés individuelles et des droits de propriété par des juridictions indépendantes constitue également un facteur essentiel du climat des investissements de chaque pays. Le développement économique durable de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe commande, dès lors, que ceux-ci s'attaquent d'urgence à toute défaillance en la matière.
5. Selon le constat établi par le milieu universitaire et les médias, l'indépendance du pouvoir judiciaire demeure insuffisante dans un certain nombre d'Etats membres du Conseil de l'Europe et la justice est sujette à une ingérence motivée par des considérations politiques.
6. Des entreprises florissantes (notamment dans les secteurs «stratégiques» et les médias), les membres de leur direction et des opposants politiques aux gouvernements en place auraient été victimes, dans différents pays et pour des raisons diverses, d'attaques en règle lancées par le système judiciaire répressif, l'administration fiscale et d'autres instances étatiques. Même les avocats et les comptables de ces entreprises auraient subi diverses formes de pressions et de persécution, y compris à une échelle internationale.
7. En conséquence, l'Assemblée décide d'examiner, à partir d'exemples concrets, les éventuelles utilisations abusives du système judiciaire répressif des Etats membres et leurs incidences sur le fonctionnement des instruments juridiques pertinents du Conseil de l'Europe, en vue de formuler des recommandations visant à améliorer ces derniers, ainsi que les dispositions et les pratiques nationales.

Signé (voir au verso)

Signé¹:

BEMELMANS-VIDEC Marie-Louise, Pays-Bas, PPE/DC

BARTUMEU CASSANY Jaume, Andorre, SOC

BATET Meritxell, Espagne, SOC

BERÉNYI József, Slovaquie, PPE/DC

BIBERAJ Aleksander, Albanie, PPE/DC

BRASSEUR Anne, Luxembourg, ADLE

BRAUN Márton, Hongrie, PPE/DC

CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC

CIRCENE Ingrīda, Lettonie, PPE/DC

CUBREACOV Vlad, Moldova, PPE/DC

DEVÍNSKY Ferdinand, Slovaquie, PPE/DC

FARKAS Iván, Slovaquie, PPE/DC

FISCHER Axel, Allemagne, PPE/DC

FRUNDA György, Roumanie, PPE/DC

GARDETTO Jean-Charles, Monaco, PPE/DC

HAIBACH Holger, Allemagne, PPE/DC

HAUPERT Norbert, Luxembourg, PPE/DC

IVANIĆ Mladen, Bosnie et Herzégovine, PPE/DC

JONKER Corien W.A., Pays-Bas, PPE/DC

JURGENS Erik, Pays-Bas, SOC

KUKAN Eduard, Slovaquie, PPE/DC

LEIBRECHT Harald, Allemagne, ADLE

LEUTHEUSSER-SCHNARRENBURGER Sabine, Allemagne, ADLE

MANZELLA Andrea, Italie, SOC

MENDES BOTA José, Portugal, PPE/DC

MOTA AMARAL João Bosco, Portugal, PPE/DC

NÉMETH Zsolt, Hongrie, PPE/DC

OHLSSON Carina, Suède, SOC

OMTZIGT Pieter, Pays-Bas, PPE/DC

OMTZIGT Pieter, Pays-Bas, PPE/DC

PADILLA Julio, Espagne, PPE/DC

PERNASKA Lajla, Albanie, PPE/DC

POSTOICO Maria, Moldova, GUE

POURGOURIDES Christos, Chypre, PPE/DC

PUCHE Gabino, Espagne, PPE/DC

RUSSELL-JOHNSTON Russell, Royaume-Uni, ADLE

SASI Kimmo, Finlande, PPE/DC

VAREIKIS Egidijus, Lituanie, PPE/DC

¹ SOC: Groupe socialiste

PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen

ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

GDE: Groupe des démocrates européens

GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne

NI: non inscrit dans un groupe